



Minister for  
International Trade

Ministre du  
Commerce extérieur

---

# COMMUNIQUÉ

---

N<sup>o</sup> 77

Le 17 avril 1986

DECISION FINALE DU DEPARTEMENT AMERICAIN DU COMMERCE  
SUR LE SUBVENTIONNEMENT DES PRODUITS TUBULAIRES  
CANADIENS POUR CHAMPS PETROLIFERES

Le ministre du Commerce extérieur, M. James Kelleher, a exprimé son désappointement à la suite de la décision finale rendue par le département américain du Commerce selon laquelle un subventionnement de 0.72% est accordé à deux entreprises canadiennes de produits tubulaires pour champs pétrolifères: IPSCO et Seigfried Kreiser. Il a déclaré: "Je me réjouis que le département du Commerce ait déterminé que la majorité des exportateurs canadiens ne sont pas subventionnés, mais j'avais espéré une constatation négative ou une décision "de minimis" (moins de 0.5%) pour toutes les entreprises concernées."

M. Kelleher a ajouté qu'il était déçu de savoir qu'il avait été déterminé que certains manufacturiers canadiens avaient fait du "dumping" de leurs exportations de produits tubulaires pour champs pétrolifères sur le marché américain. La Commission américaine du commerce international déterminerait d'ici le 31 mai si les importations canadiennes étaient fortement préjudiciables à l'industrie américaine. Si aucun préjudice important n'est constaté, le dossier sera clos.

.../2

Canada

---

Le département américain du Commerce enquête sur une pétition déposée par Lone Star Steel Company et CF & I Steel Corporation dans laquelle il est allégué que le gouvernement fédéral canadien et les gouvernements provinciaux subventionnent la production de produits tubulaires pour champs pétrolifères et que les exportations canadiennes causent un préjudice important à l'industrie américaine. Les requérants veulent obtenir l'imposition de droits pour compenser les avantages découlant des soi-disant subventions et aussi l'imposition de droits anti-dumping sur les importations du Canada de produits tubulaires pour champs pétrolifères.

En conclusion, le Ministre a indiqué que des fonctionnaires fédéraux auront des discussions avec les entreprises canadiennes afin de préparer la réaction du Canada à cette décision.